



**Rapport de synthèse du huitième Forum
consultatif sur le financement dans le secteur
du café**

Contexte

1. Le huitième Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café s'est tenu pendant la 122^e session du Conseil international du Café à Londres, le mardi 18 septembre 2018. Le thème de cette année "Exploiter la technologie et l'innovation pour investir dans le secteur du café" visait à explorer comment les technologies numériques et les nouveaux instruments de financement pourraient améliorer l'accès des caféiculteurs au financement. Le Forum était présidé par M. Kirill Matrenichev (Fédération de Russie). Il a réuni, en tant qu'intervenants et modérateurs, des experts du secteur de la technologie et du café, de l'industrie financière, d'organisations internationales et du monde universitaire.

2. Les présentations et les documents de référence du Forum sont disponibles sur le site web de l'OIC à l'adresse :

http://www.ico.org/forum8-e.asp?section=Meetings_and_Documents.

RAPPORT DE SYNTHÈSE DU HUITIÈME FORUM CONSULTATIF SUR LE FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DU CAFÉ

Discours de bienvenue et d'ouverture

1. Le Président du Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café, M. Kirill Matrenichev, a souhaité la bienvenue aux participants du 8^e Forum. Il a noté qu'au cours des sept dernières années, le Forum avait été au centre des débats sur un large éventail de sujets, allant de l'amélioration de l'accès au financement et aux outils de gestion des risques au renforcement du rôle des secteurs public et privé pour faire face aux contraintes à la production qui entravent actuellement les caféiculteurs dans de nombreux pays. Il a déclaré que le thème de la 8^e édition du forum "Exploiter la technologie et l'innovation pour investir dans le secteur du café" visait à explorer comment les technologies numériques et les nouveaux instruments de financement pourraient améliorer l'accès des caféiculteurs au financement.

2. Dans son discours d'ouverture, le Chef des opérations a souligné l'importance du Forum en tant qu'occasion de partager des solutions et des technologies novatrices qui peuvent favoriser l'accès au financement par les petits exploitants agricoles et le secteur du café dans son ensemble. Il a en outre souligné que, comme il en avait été question à la séance d'ouverture du Conseil, le Forum apporterait des contributions importantes sur la manière de faire face au niveau et à la volatilité des prix du café, ainsi que sur le rôle des femmes dans la chaîne de valeur du café, car ces dernières sont souvent plus vulnérables aux chocs des prix et aux chocs climatiques.

Encadrer les débats

3. L'Économiste principal a été invité à faire une présentation qui a cadré les débats des deux groupes suivants. Il a noté que l'accès au financement était une condition préalable à une productivité élevée. Les prêts de fonds de roulement et de financement d'investissements à long terme permettent aux agriculteurs d'acheter des intrants saisonniers, d'améliorer et de moderniser leurs exploitations et de d'amortir leurs actifs. Les investissements dans ce secteur sont cruciaux, à la fois en raison de la demande croissante de café et de l'impact du changement climatique sur la production. Toutefois, a-t-il ajouté, les caféiculteurs, en particulier les petits caféiculteurs, ont un accès limité au financement formel et informel car les risques perçus pour l'agriculture et le marché sont élevés et l'accès aux outils de gestion des risques au niveau des exploitations est insuffisant.

4. Dans ce contexte, l'objectif du Forum était d'informer sur les nouvelles technologies et les approches novatrices actuellement mises en œuvre, par exemple l'application de chaînes de blocs et de l'assurance basée sur un indice contre la volatilité des prix. L'objectif était de discuter du potentiel d'adoption de ces innovations dans le secteur du café et d'identifier les obstacles à surmonter afin d'assurer l'inclusion financière. En outre, le Forum a étudié comment les investissements d'impact, ainsi que les obligations climatiques et vertes, pourraient canaliser des fonds supplémentaires vers le secteur du café, en facilitant les investissements dans la réhabilitation et la rénovation des caféiers vieillissants ainsi que pour accroître la productivité et la résilience face à l'impact du changement climatique. Les experts ont également discuté de la manière de s'assurer, par le biais d'instruments et de structures de financement intelligents, que les fonds supplémentaires canalisés vers le secteur atteignent et profitent aux producteurs marginaux.

Groupe 1 : Innovations technologiques

5. Le groupe a été présenté et animé par Mme Nancy Cheruiyot, Syndic générale, Fonds pour les produits de base (Kenya).

Démocratiser la gestion des risques de prix pour les producteurs de café, M. Richard Counsell, PDG et fondateur, Stable

6. M. Counsell a commencé son exposé en déclarant que les producteurs agricoles, y compris les planteurs de café, n'étaient pas tous en mesure de gérer les risques de prix. Le coût élevé et la complexité des outils traditionnels de gestion du risque de prix, tels que les produits dérivés, se traduisent par un avantage pour les grandes exploitations agricoles qui sont suffisamment sophistiquées pour comprendre et utiliser efficacement ces instruments et qui disposent de ressources financières suffisantes. En revanche, une assurance innovante contre la volatilité des prix permettrait aux producteurs de protéger également de petites quantités de café, ce qui rendrait cet instrument accessible aux petits exploitants. M. Counsell a poursuivi en expliquant le concept d'une assurance basée sur un indice qui protégerait les agriculteurs contre les fluctuations des prix des produits de base.

7. La première étape de la fourniture d'un produit d'assurance consisterait à constituer un portefeuille de produits agricoles non corrélés afin de diversifier les risques, ce qui permettrait d'équilibrer les fluctuations des prix du café en Amérique centrale avec, par exemple, les fleurs coupées et les produits laitiers provenant d'autres régions de production. Ce processus nécessite l'élaboration d'un modèle informatique complexe en collaboration avec des universités de premier plan. Le deuxième élément clé de la plate-forme d'assurance serait un indice de prix crédible pour les produits agricoles respectifs. Les agriculteurs seraient

alors assurés du prix qu'ils recevraient de la vente de leur café pendant un certain temps, par exemple plusieurs mois. Les agriculteurs souscrivant une telle assurance paieraient une prime donnée et recevraient un certificat numérique. En cas de chute du prix en dessous de l'indice, la perte est calculée automatiquement et le paiement de l'assurance serait déclenché. M. Counsell a ajouté que, pour maintenir les coûts de prestation des services à un bas niveau, l'assurance serait généralement vendue à des coopératives. Une autre solution serait de faire une vente groupée des produits d'assurance avec d'autres intrants, par exemple engrais ou pesticides. Cette vente groupée serait perçue comme un moyen de simplifier l'achat d'assurance par les agriculteurs, ce qui se traduirait généralement par des taux de participation plus élevés.

8. M. Counsell a conclu que les produits futurs pourraient inclure une assurance de prix pour les fournisseurs de matériel agricole. Cela permettrait aux fournisseurs de matériel d'offrir des taux flexibles aux agriculteurs (par exemple pour le financement comme le crédit-bail) en tenant compte des fluctuations des prix des matières premières et de l'impact sur les liquidités des producteurs.

Technologie, chaînes de blocs et finance. M. Daniel Jones, PDG & fondateur, bext360

9. M. Jones a tout d'abord déclaré qu'il représentait une start-up technologique qui développe un large éventail de logiciels de services pour les producteurs agricoles, y compris les planteurs de café. Dans sa présentation, il s'est concentré en particulier sur la manière dont la technologie de la chaîne de blocs pourrait faciliter les prêts aux caféiculteurs, tout en identifiant quatre principaux moteurs de changement dans le secteur du café : premièrement, la demande mondiale croissante de café, dont la consommation devrait augmenter de 50% d'ici 2032 ; deuxièmement, la montée de la consommation consciente, notamment un intérêt accru pour la traçabilité de la graine à la tasse ; troisièmement, la modernisation des infrastructures des pays producteurs de café permettant un accès accru des agriculteurs aux dispositifs et services numériques ; et quatrièmement, les innovations technologiques en matière de vision artificielle et de chaînes de blocs.

10. M. Jones a poursuivi en indiquant qu'une application novatrice développée pour le secteur du café était l'utilisation de la vision artificielle (télédétection) et de l'apprentissage machine pour mesurer la qualité du café au niveau de la station de lavage, et prévoir les scores de dégustation en fonction de la corrélation entre les caractères visuels des cerises de café et leurs caractéristiques de qualité. Cette nouvelle approche permet d'évaluer instantanément la qualité du café et de le trier en micro-lots de qualité similaire. La technologie permet d'établir instantanément un registre numérique de qualité pour les agriculteurs individuels ou, dans certains cas, de procéder instantanément à un paiement

numérique aux agriculteurs. La combinaison de la vision artificielle et de la chaîne de blocs permettrait de tracer la qualité mesurée au niveau de la plantation tout au long de la chaîne de valeur, du producteur au détaillant. Les marqueurs assureraient une identification et une vérification uniques, par exemple du type de produit et de son origine jusqu'au niveau des lots individuels. Les consommateurs conscients qui s'intéressent à la manière dont le café qu'ils ont acheté a été produit et à la personne qui l'a produit pourraient accéder à certaines informations. Cela contribuerait à créer un lien entre les consommateurs finaux et les producteurs. Enfin, la technologie de la chaîne de blocs, combinée à des crypto-monnaies ou à des jetons numériques, pourrait être utilisée pour fournir plus efficacement aux coopératives et aux agriculteurs des prêts d'institutions financières. M. Jones a souligné que les jetons numériques étaient liés de manière univoque à la monnaie fiduciaire dans les pays respectifs.

Initiatives technologiques du Coffee Board of India, M. Yenugula Raghuramulu, Directeur de recherche, Central Coffee Research Institute (Inde)

11. M. Raghuramulu a commencé son exposé en présentant les caractéristiques de base du secteur indien du café, telles que la superficie de récolte, la production et les niveaux de productivité pour l'année caféière 2017/18. Le café est produit par plus de 360 000 producteurs, dont la majorité sont des petits exploitants. L'Inde est un producteur d'Arabica et de Robusta avec des niveaux de production atteignant respectivement 95 000 et 221 000 tonnes. La structure du secteur du café représente un défi de taille pour le *Coffee Board of India*, institution publique qui développe et diffuse de nouvelles variétés, transfère des compétences et des connaissances et conduit des activités de promotion.

12. Pour combler le manque de connaissances et de compétences des nombreux petits foyers producteurs de café, un modèle classique de vulgarisation composé de 170 vulgarisateurs a été utilisé. Toutefois, le rapport agents de vulgarisation/agriculteurs était déjà élevé lorsque la charge de travail des vulgarisateurs individuels s'est encore accrue en raison de tâches supplémentaires, telles que la distribution de subventions aux agriculteurs. Cela a nui à l'efficacité des services de vulgarisation. Dans ce contexte, l'Office indien du café a lancé un certain nombre d'initiatives numériques dans le but d'accroître la sensibilisation, d'automatiser les processus et d'alléger les lourdes obligations en matière d'établissement de rapports.

13. M. Raghuramulu a décrit diverses initiatives technologiques, notamment la mise au point d'une application de téléphonie mobile visant à automatiser le suivi et la notification des agents de vulgarisation. En outre, un projet pilote auquel ont participé 30 000 agriculteurs leur a permis d'accéder à des services de vulgarisation sur mesure dispensés par téléphonie

mobile, y compris des informations sur le marché. Parmi les autres approches innovantes, on peut citer le développement de prévisions météorologiques très localisées, l'identification des maladies et des ravageurs, tels que la pyrale blanche des tiges, à partir d'images de plantes infestées prises et téléchargées par les agriculteurs au moyen de leurs téléphones mobiles, de systèmes d'alerte précoce de la rouille des feuilles de café basés sur des données climatiques en temps réel, et d'applications de la chaîne de blocs reliant les vendeurs et les acheteurs afin d'améliorer la traçabilité tout au long de la chaîne de valeur.

Développement du secteur financier dans les pays en développement. M. Thorsten Beck, Professeur, London Business School

14. M. Beck a commencé son exposé en déclarant que les zones rurales étaient sous-représentées dans le secteur financier des pays en développement en raison des coûts de transaction élevés liés à la fourniture de services financiers aux petits exploitants, des risques découlant de leur caractère informel, des difficultés d'exécution des contrats et de la volatilité des revenus tirés de la production de produits de base.

15. Au cours des dix dernières années, l'innovation financière, comme la finance numérique et les services bancaires par téléphonie mobile, a énormément contribué à surmonter certains de ces obstacles en brisant les barrières de l'information, en assurant les risques et en permettant aux PME de faire des paiements transfrontaliers. D'autres avantages découlant de la réduction des coûts, des risques et des distances permettent de relier les petits exploitants les plus isolés aux investisseurs mondiaux. Il a déclaré que la plupart des innovations naissent dans le secteur privé, souvent sous l'impulsion de nouveaux arrivants sur le marché. Toutefois, a-t-il poursuivi, le secteur privé dépend des gouvernements pour créer un environnement propice à l'innovation.

16. M. Beck a déclaré que les politiques gouvernementales visant à encourager le développement et l'adoption des technologies numériques doivent favoriser l'innovation, l'inclusion et la concurrence. Une approche encourageant l'innovation permettrait à de nouveaux produits et canaux de distribution de pénétrer le marché, comme dans le cas du service monétaire par téléphonie mobile Mpesa (Kenya). Ce service, basé sur la technologie de la téléphonie mobile, n'exige pas que l'utilisateur ait un compte bancaire et est offert par une entreprise de télécommunications. Bien que le Kenya n'ait pas préalablement mis en place de législation réglementant ce service, le gouvernement a décidé d'en autoriser un essai limité. Cette approche, appelée "technologie du bac à sable", permet aux entreprises d'essayer de nouvelles technologies dans un cadre limité et de développer une législation fondée sur les enseignements tirés des essais pilotes. Une approche encourageant l'inclusion est nécessaire pour obtenir un impact élevé et suppose la mise en œuvre de services touchant

une grande partie de la population. Une approche encourageant la concurrence permettrait de réduire les obstacles à l'entrée de nouveaux acteurs, par exemple en permettant aux entreprises de télécommunications d'entrer dans le secteur des services financiers.

17. Les défis qui subsistent, a conclu M. Beck, sont l'important écart de genre en ce qui concerne l'accès au financement, comme l'indiquent les résultats de l'enquête Global Findex. Toutefois, la technologie pourrait aider les femmes à surmonter les obstacles culturels et institutionnels qui subsistent dans les services bancaires traditionnels. Un autre facteur est le faible niveau d'éducation financière, en particulier dans les zones rurales, qui se traduit par un faible taux d'utilisation, par exemple de l'assurance basée sur un indice. Les avantages de ces services financiers devaient être mieux expliqués aux bénéficiaires potentiels.

18. Les exposés ont été suivis d'un débat animé qui a mis en lumière les obstacles à l'adoption des technologies numériques, tant en termes d'infrastructure que d'environnement réglementaire dans les pays à faible revenu. Répondant aux questions de l'animateur et de l'auditoire, les orateurs ont souligné que l'innovation numérique avait le potentiel de réduire les risques et les coûts liés à la prestation de services dans les zones rurales étant donné : qu'il n'était pas nécessaire de construire de nouvelles agences bancaires ; que les identifications numériques pouvaient accroître la transparence et réduire la fraude ; et que le regroupement des services (par exemple, assurance basée sur un indice et intrants) pouvait augmenter les taux de participation. L'innovation numérique, telle que la chaîne de blocs, a également le potentiel de favoriser l'intégration régionale, par exemple sur le continent africain, par le biais des transactions financières transfrontalières. Le débat a conclu que l'OIC pourrait contribuer à diffuser auprès des Membres des informations sur les nouvelles technologies et à mettre en relation les projets avec les bailleurs de fonds.

Groupe 2 : Instruments financiers innovants

19. Le groupe était animé par M. Alexander Borisov, Vice-Président de *Rusteacoffee*. Il a présenté les conférenciers et a animé la discussion qui a suivi.

Investissement durable – Investir pour de bon, Mme Michaela Seimen Howat, Stratège en matière de dette durable, CIO Sustainable Investing, UBS Wealth Management

20. Mme Seimen Howat a commencé son exposé en caractérisant les investissements durables. Elle a expliqué que, du point de vue de l'investisseur, ces investissements combinent généralement rendement financier et rendement sociétal dans toutes les dimensions sociales et environnementales. Les investissements durables peuvent être subdivisés en trois catégories : les investissements d'impact dans des domaines d'impact particuliers (par

exemple sociaux ou environnementaux) avec une mesure et un suivi clairs de l'impact créé ; les investissements découlant d'une stratégie d'inclusion, c'est-à-dire intégrant le facteur de succès environnemental (FSE) dans les investissements traditionnels ; les investissements découlant d'une stratégie d'exclusion, par exemple excluant certaines sociétés ou industries (armes, tabac) du portefeuille traditionnel.

21. Dans l'ensemble, les investissements durables sont l'une des innovations qui ont connu la croissance la plus rapide sur les marchés financiers dans un passé récent et leurs perspectives sont positives. L'industrie est en croissance en raison d'un changement démographique dans la propriété de la richesse. D'ici 2020, la génération du Millénaire héritera de plus de 24 billions de dollars d'actifs. Selon des enquêtes représentatives, environ 85% de la génération du Millénaire s'intéressent aux investissements d'impact social, y compris l'impact environnemental et social. De même, le pouvoir économique des femmes s'accroît et la propriété des biens se répand. Cela est important car, tout comme pour la génération du Millénaire, les femmes, en tant que groupe démographique, ont déclaré dans une enquête qu'elles seraient très intéressées par les investissements d'impact.

22. Mme Seimen Howat a expliqué que le cadre des ODD des Nations Unies était le bienvenu car il fournissait un langage commun aux divisions de gestion de fortune des banques commerciales, à leurs clients et aux bénéficiaires des investissements, par exemple dans le secteur du café. Elle a fait remarquer que dans le contexte du secteur du café par exemple, l'ODD1 "Mettre fin à la pauvreté" et l'ODD5 "Parvenir à l'égalité des sexes" seraient pertinents. Mme Seimen Howat a conclu son exposé en citant une estimation selon laquelle, pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2030, il faudrait environ 3,9 billions de dollars d'investissements par an. À ce jour, 1,4 billion de dollars ont été mobilisés, ce qui laisse un écart de 2,5 billions de dollars par an. Bien qu'il s'agisse d'un besoin d'investissement important, ce chiffre est éclipsé par les 130 billions de dollars de richesse privée détenus par les 1% les plus riches du monde. Le déficit de financement des ODD pourrait être comblé si une plus grande part de ces fonds était canalisée vers l'investissement durable et l'investissement d'impact.

Obligations vertes et climatiques, Mr Nick Silver, Co-fondateur, Climate Bonds Initiative

23. M. Silver a commencé sa présentation par une introduction aux obligations vertes et climatiques. Le produit des obligations a été investi dans des économies qui avaient besoin d'atténuer les effets du changement climatique, par exemple en passant à la neutralité carbone, mais aussi pour favoriser la résilience aux effets des changements climatiques, par exemple dans le secteur du café. Le marché des obligations vertes et climatiques a connu une

croissance exponentielle au cours des sept dernières années depuis l'émission de la première obligation par la Banque mondiale. En 2018, M. Silver a estimé que les émissions annuelles dépasseraient 200 milliards de dollars.

24. Les acheteurs d'obligations vertes et climatiques sont essentiellement des investisseurs institutionnels, tels que des fonds de pension et des fonds souverains. Les investisseurs institutionnels, qui ont principalement l'obligation fiduciaire de générer des rendements, sont de plus en plus sensibles aux objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). M. Silver estime qu'environ 8% de l'ensemble des fonds recherchent des investissements à critères ESG. Les obligations climatiques deviennent des vecteurs d'investissement attrayants pour les investisseurs qui cherchent à transférer leurs actifs des énergies fossiles vers les énergies renouvelables afin de réduire le risque du portefeuille. Les taux d'intérêt actuellement bas des placements alternatifs, par exemple les obligations d'État, rendent attrayants les taux d'intérêt et le profil de risque des obligations climatiques. Toutefois, les possibilités d'investissement dans l'agriculture étaient jusqu'à présent limitées, principalement en raison de la petite taille et de la fragmentation des exploitations agricoles et des projets d'investissement individuels, qui sont difficiles à concilier avec la nature importante et agrégée des obligations comme instrument d'investissement à long terme.

25. Les caractéristiques spécifiques de la culture du café, avec d'importants investissements initiaux dans les plantations et des flux de trésorerie à long terme liés à la vente du café qui en découlent, pourraient toutefois offrir la possibilité d'utiliser les obligations vertes pour financer certains besoins du secteur. M. Silver a conclu que la création d'une obligation nécessitait la transformation d'un grand nombre de petits prêts aux planteurs de café en un gros prêt agrégé. Il en résulterait des coûts de distribution importants. Il considère que les gouvernements ont un rôle à jouer dans l'étude de cette possibilité.

Accélérer les investissements dans la rénovation et la réhabilitation du café, M. Herbert Lust, Vice-président Global Public Partnerships & Directeur général (Europe), Conservation International

26. M. Lust a expliqué l'approche adoptée par *Conservation International* (CI) pour soutenir le secteur du café. Il s'agit notamment de trouver des moyens de mobiliser et de combiner l'investissement commercial avec des investissements d'impact, des fonds philanthropiques et des subventions gouvernementales ; de permettre aux communautés locales d'accroître leurs moyens de subsistance et leurs revenus ruraux sans avoir à empiéter sur les écosystèmes environnants ; et d'accroître la demande de café durable en travaillant avec des acheteurs tels que *Starbucks* et *Walmart*.

27. Un exemple spécifique des travaux de CI est le réseau d'action pour la rénovation et la réhabilitation (R&R) qui rassemble les parties prenantes afin de soutenir les efforts des plantations de café pour rajeunir leurs caféiers en partageant leurs expériences, en intégrant les bonnes pratiques et en coordonnant les efforts et les ressources. M. Lust a en outre expliqué que CI avait élaboré un guide qui résume les considérations agronomiques de base qui sous-tendent la R&R et qui contient une compilation de 40 études de cas de projets de R&R réussis, encourageant la réplication dans les pays producteurs de café. Il a souligné que ces projets représentent un total de 1,2 milliard de dollars en investissements provenant de diverses sources, y compris le secteur public, les banques de développement, le financement des chaînes de valeur, les ONG et les investisseurs sociaux.

28. La difficulté des efforts de R&R à grande échelle est d'atteindre les 12 millions de petits exploitants dans le monde qui sont déconnectés de l'investissement d'impact ou de l'investissement commercial. M. Lust a estimé que les subventions et les financements concessionnels avaient un rôle clair à jouer, par exemple en développant les petits projets à un niveau susceptible d'être financé ou en regroupant les projets pour les rendre attractifs pour les banques commerciales. M. Lust a conclu son exposé en soulignant que CI avait reçu une subvention de 1 million de dollars de l'USAID pour tester cette approche, en travaillant avec des investisseurs commerciaux, des investisseurs d'impact et des donateurs afin de fournir un soutien financier sur mesure pour la R&R des petites exploitations.

Tirer profit du financement d'impact et durable, M. Andrey Kuleshov, Conseiller en stratégie et développement, Fonds commun pour les produits de base (FCPB)

29. Selon M. Kuleshov, la majorité des investisseurs recherchent la rentabilité financière tout en tenant compte des objectifs ESG. Il a toutefois souligné que l'investissement d'impact allait plus loin dans cette approche puisqu'une partie du rendement financier d'un projet était abandonnée en faveur d'avantages et de résultats sociétaux non monétisables sur les plans social et environnemental. En règle générale, il existe trois types d'instruments allant des obligations à impact aux fonds d'investissement à impact et aux obligations vertes. Bien que le FCPB ait acquis de l'expérience en matière d'obligations à impact et de pilotage de la sélection des projets dans les fonds d'investissement à impact, les obligations vertes n'ont pas été utilisées comme vecteur d'investissement à ce stade.

30. L'une des activités du FCPB est d'aider à marier investisseurs et projets en identifiant les projets d'investissement au bon stade et en définissant des stratégies de sortie. Il est manifestement nécessaire de transférer des connaissances et d'aider les investisseurs à mieux comprendre les investissements dans les chaînes de valeur des produits de base et les voies d'impact connexes. M. Kuleshov a également attiré l'attention sur la question de la

"mascarade d'impact" lorsqu'un investissement qui n'est pas un investissement d'impact est masqué comme tel, par exemple en y ajoutant des indicateurs d'impact génériques. La certification par un tiers des produits d'investissement à impact pourrait aider à éviter cette "mascarade d'impact".

31. Le représentant du FCPB a en outre souligné l'importance des ODD pour fournir un cadre et un langage commun afin de marier efficacement les investisseurs d'impact et les projets et d'aider à canaliser les fonds vers le secteur du café. Toutefois, la mise en œuvre d'un cadre de rapport exhaustif fondé sur les indicateurs des ODD pourrait se traduire par de lourdes exigences supplémentaires en matière de rapport. Par conséquent, le cadre d'établissement des rapports du FCPB permet d'établir des rapports sur certains ODD afin de réduire les coûts et les tracasseries administratives liés à l'établissement des rapports. M. Kuleshov a conclu son exposé en déclarant qu'un projet typique dans un pays à faible revenu qui n'était pas en mesure d'atteindre le seuil bancaire approprié peut encore exiger un élément de concessionnalité.

32. Les présentations ont été suivies d'un débat animé par M. Borisov. En réponse aux questions de l'auditoire, les participants ont précisé que les obligations vertes ne doivent pas être vues comme une solution miracle permettant de combler le déficit de financement nécessaire à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Si les obligations vertes conviennent bien aux projets d'énergie renouvelable à grande échelle, un regroupement important serait nécessaire pour obtenir des effets d'échelle dans le financement des petits exploitants. Il existe une demande de subventions et de financements concessionnels pour soutenir les projets et les amener à un niveau qui convient à l'investissement commercial.

Conclusions

33. Le Président du Forum a résumé les débats et tiré trois conclusions principales. Premièrement, l'essor des nouvelles technologies et la révolution des données pourraient avoir un impact positif important sur les producteurs par divers canaux, notamment un meilleur accès au financement. La révolution numérique offre un grand potentiel pour transformer l'économie et le secteur du café. Cependant, si elles ne sont pas gérées correctement, les mutations technologiques peuvent aussi accroître les inégalités. Il est donc important de veiller à ce que les petits agriculteurs marginalisés, tels que les agricultrices, puissent avoir accès à l'innovation et en bénéficier. Sinon, la technologie pourrait creuser le fossé entre les nantis et les démunis du numérique. Le groupe d'experts a convenu que les gouvernements et le secteur privé avaient tous deux un rôle à jouer pour assurer l'inclusion financière.

34. Une deuxième conclusion clé du Forum a été que les besoins de financement du secteur du café pourraient également être satisfaits par des instruments nouveaux et novateurs. La combinaison de différents instruments de financement, par exemple l'investissement d'impact et les obligations vertes avec des éléments de subvention, pourrait être particulièrement efficace. Le défi n'est pas nécessairement la disponibilité de fonds, mais la disponibilité de projets susceptibles d'être financés. Dans cette perspective, le Président a ajouté qu'il était très encourageant de voir de nombreuses institutions travailler à l'élaboration de structures et de mécanismes permettant d'associer les bailleurs de fonds et leurs objectifs d'impact environnemental et social à des projets d'appui aux caféiculteurs et à leurs communautés. Il y a eu un consensus entre les intervenants que l'Agenda 2030 pour le développement durable et les objectifs du Millénaire pour le développement offraient un excellent cadre et un langage commun aux investisseurs et aux concepteurs de projets pour formuler des objectifs d'impact et suivre les progrès, débloquant ainsi des possibilités de financement.

35. La troisième et dernière conclusion est que, pour parvenir à une production de café durable et économiquement viable, la collaboration de toutes les parties prenantes du secteur, des gouvernements, de l'industrie, des ONG et des donateurs est nécessaire. Par exemple, les gouvernements doivent fournir le cadre réglementaire approprié facilitant l'adoption de nouvelles technologies, offrir des subventions intelligentes pour accroître la participation et assurer l'inclusion financière. Des subventions ou des financements concessionnels fournis par le secteur public pourraient combler le fossé entre les petits exploitants et les banques multilatérales de développement ainsi que les investisseurs privés, améliorant ainsi l'accès des producteurs agricoles au financement.